

Délibération n°2026_04_16_16

Objet : Délibération fixant la composition du Comité Social Territorial, le maintien ou non du paritarisme, le recueil du vote des représentants de l'employeur

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 16 AVRIL 2026**

L'an deux mille vingt six, le seize avril, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 10 avril 2026, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 22

Nombre de membres représentés : 7

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents :

Jean-Pierre RICO - Mario Joseph MARCOU - Brigitte RODRIGUEZ - Maryline BENEDETTI - Xavier MIRAULT - Francine BOYER - René DEROSI - Michel LITTON - Eric LOUVET - Muriel POUJOL - Sandrine CLAPIER - Patricia NIVESSE - Cyril MARCHAL - Karine BREITHEL - Benoît DELTOUR - Farah GUILLAUMONT - Magali OLOMBEL - Romain CASAS-MATEU - Liliane FELIX - Fanette VIALARD - Richard CHAUVET - Mickaël BERGE

Absents représentés :

Jocelyne TAVERNE pouvoir à Xavier MIRAULT - Fabrice IRANZO pouvoir à Jean-Pierre RICO - Olivier BOUDET pouvoir à Cyril MARCHAL - Jean-Marc MALEK pouvoir à Sandrine CLAPIER - Laurie BELTRA pouvoir à Maryline BENEDETTI - Patrick PASQUIER pouvoir à Richard CHAUVET - Sabine COMMUNAY pouvoir à Liliane FELIX

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Jean-Pierre RICO, Maire, rapporte :

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L. 251-5 à L251-7, L252-8, L254-2 et L254-4, ainsi que ses articles R251-31 à 34, R252-30 à 33, R. 252-34 à 40 ;

Vu la délibération n°2023_04_11_20 en date du 11 avril 2023 portant création d'un Comité Social Territorial commun entre la collectivité et les établissements publics rattachés (C.C.A.S.);

Vu l'avis du Comité social territorial du 9 avril 2026,

Il est précisé que les dispositions légales prévoient :

- Le Comité Social Territorial est chargé de l'examen des questions collectives de travail ainsi que des conditions de travail ;
- Un Comité Social Territorial est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins 50 agents ;
- Il appartient à l'organe délibérant, au moins 6 mois avant la date du scrutin, de déterminer, après consultation des organisations syndicales, le nombre de représentants du personnel, le nombre de représentants du collège employeur, et le mode de recueil de leur avis.

Considérant que les effectifs d'agents titulaires, stagiaires, contractuels de droit public et de droit privé appréciés au 1er janvier 2026 sont de 110 agents, soit 54 femmes (49,09%) et 56 hommes (50,91%) ;

Considérant que dans la fourchette d'effectifs supérieure ou égale à 50 et supérieure à 200, le nombre de représentants titulaires des organisations syndicales peut être compris entre 3 et 5,

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Instituer un Comité Social Territorial pour le nouveau mandat ;
- Fixer à 5 le nombre de représentants titulaires du personnel du Comité Social Territorial (le nombre de suppléants étant égal au nombre de représentants titulaires) ;
- Fixer à 5 le nombre de représentants titulaires du collège employeur (le nombre de suppléants étant égal au nombre de représentants titulaires) ;
- Autoriser le recueil, par le Comité Social Territorial, de l'avis séparé des représentants du collège employeur sur toutes les questions de l'instance ;
- Dire que Monsieur le Maire est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 29

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Secrétaire de séance,
Patricia NIVASSE



Fait à Pérols, le 17 avril 2026

Le Maire,
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.